

André Durbec Burgéap, au service du développement durable

Eau, l'air, les déchets ou les sols pollués n'ont plus aucun secret pour elle. Cette société, créée en 1947 et installée à Boulogne-Billancourt depuis douze ans, est spécialisée dans l'ingénierie de l'environnement. Son activité est répartie en deux pôles : l'accès aux services (eau, énergies renouvelables) dans les pays en développement et la maîtrise des risques environnementaux dans les pays industrialisés.

Rencontre avec André Durbec, directeur général adjoint de Burgéap.

BBI : Burgéap a été créée autour d'une première activité : l'accès à l'eau potable en Afrique. En quoi consiste ce que vous appelez « l'hydraulique villageoise » ?

André Durbec : L'entreprise a été créée dans les années 50 par Jean Archambault. Ce géologue travaillait alors en Afrique dans la recherche pétrolière. Mais très vite, son goût de l'autonomie a pris le dessus et il a décidé de développer une nouvelle discipline dont il avait lui-même posé les premières bases : l'hydrogéologie. C'est-à-dire l'étude des nappes d'eau souterraines, la maîtrise et la gestion des eaux. Burgéap a donc démarré en tant que bureau d'expertise et de conseil en zone sahélienne. Son objectif : permettre à des villages qui en manquaient cruellement d'accéder à l'eau potable. Notre rôle consistait à identifier les ressources en eau et à accompagner les populations dans la définition des équipements les mieux adaptés (puits, pompes) puis dans leur installation. Enfin, à monter des partenariats public-privé pour leur financement. Aujourd'hui, nous continuons à intervenir dans les villages, les petits centres urbains ou les zones périurbaines de nombreux pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine. Non seulement pour leur offrir un accès à l'eau mais aussi aux énergies renouvelables (solaire, éolienne...) voire au traitement des déchets.

BBI : Dans les années 70, votre société quitte l'Afrique pour s'installer en France, à Paris. Elle développe de nouveaux métiers. Pourquoi ?
A.D. : Cette première activité ne suffisait plus à faire vivre l'entreprise. Au début des années 70, nous avons étendu notre savoir-faire à l'étude et à la protection des eaux souterraines en France pour le compte des collec-



Jean-Claude Andréini, Président-directeur général de Burgéap
Diplômé de l'École nationale supérieure de Géologie de Nancy, il part comme ingénieur au Sénégal, puis en Guinée-Bissau lors de l'accession de ce pays à l'indépendance (en 1974). Recrute ensuite par Burgéap, il y suit son parcours professionnel en passant par tous les échelons, depuis jeune ingénieur d'études jusqu'à PDC aujourd'hui. Une grande partie de sa carrière s'est déroulée à l'étranger, ce qui lui a permis de visiter tous les continents avec un intérêt particulier pour les populations démunies.
En dehors de Burgéap, il est président du club ADEME International, du Plan expert des éco-entreprises et du Comité de liaison des opérateurs privés à France coopération internationale (Ministère des affaires étrangères). Il est également membre du Comité de l'Exportation (ministère du Commerce extérieur) et de la Mission d'étude des outils économiques du développement durable (MINEFI-MEOD).



André Durbec, directeur général adjoint de Burgéap
Né à Marseille en 1958, il est très tôt attiré par les métiers de l'environnement et devient ingénieur des travaux ruraux et des techniques sanitaires. Il se spécialise en génie rural et obtient le doctorat d'université en hydrologie et mécanique des fluides à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Il exerce pendant huit ans au CEMAGREF, au service de la recherche et développement en environnement.
Il rejoint Burgéap en 1991, crée l'agence régionale à Lyon et met en place, en 1994, le département Recherche et développement de la société. Il rejoint la direction générale à Boulogne-Billancourt où il dirige le développement international.
Il est aussi membre de différentes associations professionnelles et groupes de réflexion sur le développement durable.

tivités territoriales et des syndicats des eaux. Nous étions ainsi amenés à définir des plans d'action pour restaurer la qualité d'une ressource localement dégradée. Aujourd'hui, ces plans intègrent un important volet sur les pollutions diffusées d'origine agricole.

Autre nouveauté à l'époque : la création d'un département « Hydrogéologie du génie civil ». Là, nous étions, et nous sommes toujours, dans un contexte urbain. Nous aidons les promoteurs à prendre en compte la présence d'eaux souterraines lors de la construction d'un immeuble par exemple. Cet aspect est par-

ticulièrement important dans des villes installées sur des nappes alluviales comme Paris, Strasbourg, Lyon, Bordeaux, Nantes... Dès qu'on perce un trou, on trouve de l'eau ! Il faut alors chercher des solutions techniques pour pomper, concevoir des fondations spéciales étanches (parois...).

BBI : Arrivent les années 80. Burgéap devient un ensemble de l'environnement. Pouvés-vous nous définir cette notion ?
A.D. : Nous avons senti arriver une évolution de la réglementation appliquée à l'environ-



△ Burgéap offre un accès à l'eau et aux énergies renouvelables aux pays d'Afrique, comme le Mali et le Ghana...



nement en France. Beaucoup de nos clients allaient donc être amenés à s'intéresser à l'environnement, soit pour des raisons déontologiques, soit parce qu'ils allaient devoir respecter une réglementation plus contraignante. Nous avons choisi de nous ouvrir à d'autres activités que celles liées directement à l'eau. À partir de cette période, nous nous sommes occupés de la qualité des sols, puis de celle de l'air, et avons pris en compte les déchets, les énergies renouvelables et la gestion de l'environnement. Cela supposait de maîtriser de nouveaux métiers et de connaître parfaitement le statut réglementaire et son évolution dans le temps.

BBI : Pouvés-vous nous donner des exemples ?
A.D. : Notre pôle « Environnement industriel » comprend notamment la pollution atmosphérique de l'air. Aujourd'hui, les industries sont tenues de mesurer et de réduire leurs émissions de COV (Composés organiques volatiles). Burgéap réalise des diagnostics pour quantifier ces COV et proposer à l'industriel des technologies de réduction ou de traitement. On sait aussi que les odeurs engendrent une forte gêne et une hostilité de la part des riverains des usines. Là encore, nous identifions ces odeurs et nous trouvons des solutions pour les atténuer.
Autre exemple : nous œuvrons dans le domaine des sites et des sols pollués. Qu'il s'agisse d'installations industrielles en activité, de friches industrielles – comme l'île Seguin à Boulogne-Billancourt ou nous sommes intervenus – ou de sites de décharge, nous réali-



△ ... ou aux pays d'Asie, au Cambodge et sur le Mékong.
<< La société retourne aussi sur des sites et des sols pollués, comme les terrains Renault.

sons des diagnostics de pollutions de sols et de nappes. S'il y a une pollution avérée, nous assistons nos clients dans la réalisation de travaux de réhabilitation : ingénierie, conception et chiffrage, consultation et encadrement des entreprises de travaux.

BBI : Vous parlez de travaux. Quelle est votre position par rapport aux entreprises de BTP ?
A.D. : Burgéap est une entreprise totalement indépendante qui appartient à son équipe dirigeante. Elle n'a aucun lien avec les entreprises de BTP. D'ailleurs, nous n'avons pas de technologies ou d'équipements à vendre, uniquement de l'expertise et des solutions techniques pour des projets ! Cela confère à nos diagnostics un a priori d'objectivité. Nous comptons parmi nos clients aussi bien des collectivités que des entreprises du secteur privé, en France et à l'étranger.
De plus, pour assurer une valeur ajoutée à nos prestations dans le domaine de l'environnement, nous avons fondé en 1994, l'année même où nous emménageons à Boulogne-Billancourt, un département Recherche et Développement. Nous y recrutons des spécialistes formés au plus haut niveau, en appui de nos propres experts.

Rester généraliste constitue un axe important de notre développement. Nous n'avons jamais cédé à la tentation de nous spécialiser dans les secteurs les plus lucratifs. Parfois, il faut faire le dos rond car cela suppose de conserver une compétence dans un domaine qui n'est pas rentable pendant un certain temps. Mais on sait que l'activité « sols pol-

lués », actuellement en pointe, se tasse demain, on sera bien content d'être forts dans l'énergie ou les déchets.

BBI : Votre siège social, rue de Vanves, accueille également votre agence locale pour la région parisienne. Quelles sont ses interventions ?
A.D. : Cette agence compte une cinquantaine de personnes. Elle a deux fonctions. Tout d'abord, « l'environnement industriel », dont je vous ai parlé plus haut. Pour vous donner un exemple bouillonnais, nous avons mené des études sur le tracé du futur tramway. L'idée étant de favoriser la fluidité de la circulation pour limiter la pollution de l'air.
Ensuite, l'analyse des problématiques de remontées de nappes et de crues, sur la boucle de la Seine. Ainsi, à Boulogne-Billancourt, nous savons que de nombreux sièges sociaux d'entreprises stockent en sous-sol du matériel sensible, comme des ordinateurs. Or pour les assureurs, il est important de savoir comment va se comporter le fleuve en cas de fortes précipitations. D'où notre travail quotidien autour de ces questions.

■ Propos recueillis par Estelle Noullet

Burgéap 27 rue de Vanves
Tél. : 01 46 10 25 70 Fax : 01 46 10 25 25
Internet : www.burgeap.fr
Nombre de collaborateurs :
230 hors filiales (400 avec)
Chiffre d'affaires 2005 : 25 millions d'euros.

Tramotec

Installé à Boulogne-Billancourt depuis sa création en 1990, ce bureau de représentation des équipementiers automobiles européens a reçu en mai le label « Gazelles ». Rencontre avec Jacques Mauffré, fondateur et président de Tramotec, et Michaël Mauffré, son fils, directeur général.

Quelles sont les activités de Tramotec ?

Nous sommes un bureau de représentation des équipementiers automobiles européens. Pour bien comprendre notre métier, il faut savoir que le rôle d'un constructeur automobile est de concevoir un véhicule puis de le vendre. Dès la conception, le constructeur fait appel pour une part importante de ces achats à des fournisseurs extérieurs, spécialistes dans leurs domaines. C'est-à-dire qu'il fait appel à des fournisseurs spécialisés qui vont lui vendre des composants : pompes à huile, plaquettes de frein, systèmes ABS... Cela lui reviendra trop cher de développer lui-même ces pièces. Notre activité consiste à être l'interface d'équipementiers étrangers auprès des constructeurs automobiles français. Et donc, à convaincre Renault ou PSA Peugeot Citroën que ces sociétés étrangères, qu'elles soient allemandes ou italiennes, proposent les composants les plus avancés technologiquement ou les moins chers.



△ Michaël Mauffré, directeur général et Jacques Mauffré, fondateur et président de Tramotec.

en série et a été développée pour les contraintes de dépollution.

Quelles sont vos perspectives

de développement ? Dans les années à venir, nous souhaitons nous développer à l'international en représentant les fournisseurs français auprès des constructeurs étrangers, notamment en Asie. Il y a dans cette région un fort potentiel de croissance. Depuis trois ans, nous avons anticipé sur ce développement en créant une filiale en Italie, GMTech. Elle est chargée de la promotion des produits français chez des constructeurs italiens comme Fiat.

Tramotec vient de recevoir le label

« Gazelles » ? Que représente-t-il ? Nous sommes très fiers que Tramotec ait été labellisé « Gazelles ». Ce label, qui nous a été remis en présence du Premier ministre, a été créé par le ministère des PME, du Commerce, de l'Artisanat et des Professions libérales. Il vise en effet à identifier les 2 000 PME françaises qui ont eu la plus forte croissance pendant les années 2003-2004. Cela signifie, en moyenne, une évolution annuelle du chiffre d'affaires de 34 % et une augmentation du nombre de collaborateurs.

■ Propos recueillis par Estelle Nourlet

Tramotec 23, place Paul-Verlaine
Tél. : 01 55 20 08 35
Nombre de collaborateurs : 7

La Caravane des entrepreneurs étape bouloonnaise le 28 juin

Mise en place par la société Forces, la Caravane des entrepreneurs, qui réalise une centaine d'étapes dans la France entière, sera présente le 28 juin à Boulogne-Billancourt afin de proposer gratuitement des formations et des conseils aux repreneurs d'entreprises, aux cédants ou aux créateurs. Les objectifs de la Caravane des entrepreneurs sont en effet d'accompagner les dirigeants d'entreprise dans leurs démarches de transmission, de former et conseiller les candidats repreneurs, enfin, de mettre en contact les experts et les conseils de chaque ville étape avec les porteurs de projets de reprise ou de transmission d'entreprises.

Chaque visiteur sera reçu individuellement par un animateur spécialisé en entrepreneuriat qui l'orientera en fonction de ses questions vers trois types de services : les conseils et les experts de la Caravane des entrepreneurs, les conférences animées toutes les heures, les formations à visionner sur ordinateur dans l'espace d'auto formation.

• Mercredi 28 juin. De 9h à 18h.

Rue Paul-Constans (entre la rue Gallieni et l'avenue André-Morizet).

www.caravanedesentrepreneurs.com

Neuf Cegetel lance son offre Neuf Mobile

Comme il l'a déjà fait sur le marché de l'Internet Haut Débit avec le dégroupage total et la télévision sur ADSL, Neuf Cegetel lance son offre de téléphonie mobile avec la volonté de faire évoluer le marché du mobile vers des tarifs toujours plus compétitifs et des offres toujours plus innovantes.

Neuf Mobile se positionne d'emblée comme l'une des offres les plus compétitives du marché, et ajoute des avantages exclusifs pour communiquer toujours plus :

- les alibonés Neuf Mobile peuvent continuer à communiquer gratuitement au-delà du forfait avec deux avantages au choix : SMS illimités vers tous les opérateurs ou appels illimités vers tous les mobiles Neuf* - toutes les communications entre la ligne fixe et les mobiles Neuf de la famille sont gratuites et illimitées*.

Le groupe bouloonnaise Neuf Cegetel, premier opérateur alternatif en France, ajoute ainsi une nouvelle corde à son arc, pour répondre à tous les besoins de ses clients en matière de télécommunications.

• Pour plus d'informations, rendez-vous sur www.neufmobile.fr - <http://www.neufmobile.fr>, ou appelez le 3030 (appel gratuit depuis un fixe).



Avec un taux de 7,4 % en mars, le chômage poursuit sa baisse

C'est probablement un record historique ! Après être passé il y a quelques mois sous la barre des 8 %, le taux de chômage à Boulogne-Billancourt continue de baisser.

Il s'établit, en mars 2006, à 7,4 % de la population active. La ville compte actuellement 1 142 demandeurs d'emploi, en diminution de 14 % sur un an, de 3,4 % sur un mois. Mieux, ce recul qui touche toutes les catégories de demandeurs, profite plus particulièrement aux cadres (-2,4 %) et aux jeunes (-4,6 %).

À titre de comparaison, pour la même période, le taux de chômage est de 9,5 % en France et de 8,4 % pour l'Union européenne. Sur le plan national, on compte 2 288 300 demandeurs d'emploi, en baisse de 7,5 % sur un an.

Chômage des cadres

Avec 1 434 demandeurs d'emploi, le chômage des cadres est en diminution de 2,4 % sur un mois (février 2006) et de 18,9 % sur un an.

Chômage des jeunes

Ils sont 334 jeunes de moins de 26 ans à rechercher un emploi contre 350 en février 2006, chiffre en baisse de 4,6 sur un mois et de 14,8 % sur un an.

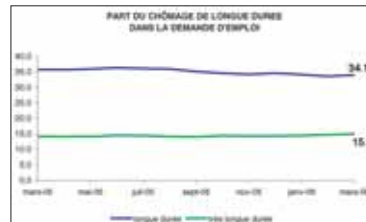
Chômage des plus de 50 ans

Même les Bouloonnaises de plus de 50 ans bénéficient de cette embellie. Ils étaient 860 en février 2006. Ils sont 827 en mars, soit une variation de -3,8 % sur un mois et de -9,4 % sur un an.

Chômage de longue durée

On compte 1 111 Bouloonnaises demandeurs d'emploi de longue durée, en baisse de 2,1 % sur un mois et de 18,3 % sur un an, parmi lesquels 621 chômeurs de très longue durée (inscrits à l'ANPE depuis au moins deux ans), en baisse également de 1,7 % sur un mois et de 9,2 % sur un an.

• Direction des Affaires économiques, de l'Insertion et de l'Emploi, 35, rue Paul-Bert. Tél. : 01 55 18 48 46.
Sources : ANPE de Boulogne-Billancourt, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Cohésion sociale, données DEFMI.



Les médaillés du travail reçus à l'hôtel de ville



75 salariés bouloonnais du secteur privé ont été reçus le 26 avril dernier dans les salons d'honneur de l'hôtel de ville par le sénateur maire pour la traditionnelle cérémonie de remise de médailles du travail. 19 ont reçu la médaille d'argent (20 ans d'activité), 30 celle de vermeil (30 ans), 35 celle d'or (35 ans) et 8 la médaille grand or (40 ans).

Troc des Prem's

permet de revendre ses billets de train C'est parce que sa fille n'avait pas pu se faire rembourser son billet de train que le bouloonnais Bernard Thomas a créé il y a un an Troc des Prem's, site gratuit réservé aux particuliers pour leur permettre de revendre des billets de train qui ne sont ni échangeables ni remboursables par la SNCV Thalys, Eurostar. L'utilisation basique du site, totalement gratuite, comprend le dépôt des billets à vendre, la recherche avancée de billets pour un trajet donné, le contact avec les vendeurs, le dépôt de demandes de billet pour un trajet et une période donnés. Deux services optionnels payants (0,18 € l'unité) proposent l'avis personnalisé par e-mail lorsqu'un billet déposé correspond à votre demande, ainsi que le contact avec les demandeurs de billets.

Le site, qui se contente de mettre en relation les acheteurs et les vendeurs, ne perçoit aucune somme sur les transactions. Sa charte impose aux vendeurs de ne pas revendre au-delà du prix affiché sur le billet, et recommande même de revendre un peu moins cher.

Il reçoit entre 800 et 1 000 visites par jour ; 400 à 500 billets sont proposés à la vente. Sur les 40 billets déposés quotidiennement, une trentaine sont revendus chaque jour.

• www.trocdesprems.com

Assédis

nouveau responsable

Patricia Belland a été nommée chef de l'antenne Boulogne-Dassault depuis le début avril. Elle dirige une équipe de 15 conseillers, chargés d'accueillir les demandeurs d'emploi bouloonnais.

• 81 ter, rue Marcel-Dassault. Bâtiment E.

Nude redonne des ailes à Minidou

Créée il y a cinq ans, cette jeune agence de designers intervient aussi bien sur l'identité de marque, le packaging, la présence de la marque sur le lieu de vente et les médias numériques, est à l'origine du repositionnement de la gamme Minidou, avec une remise à l'honneur de l'oiseau historique, de Protical et de la marque, ainsi que de la gamme Jouvence de l'abbé Soury, l'une des plus anciennes marques françaises. Dirigée par Cyril de Charentenay et Marc Étienne, Nude travaille pour des clients aussi divers que Cadbury, Ducros, Armani, Henkel, Biotherm ou encore EDE. L'agence emploie 14 personnes et affiche en 2005 un CA de 1 500 000 €.

• 125, boulevard Jean-Jaurès.
Tél. : 01 55 60 18 95.

Renault F1 Team

s'engage au-delà de 2008

Dimanche 14 mai, le Grand prix d'Espagne a permis au Renault F1 Team de réaliser son deuxième double podium de la saison 2006, avec la victoire de Fernando Alonso sur ses terres – une grande première remportée devant 130 000 supporters –, et la troisième place de Giancarlo Fisichella. Le Renault F1 Team marque ainsi 16 nouveaux points au championnat du monde des constructeurs et augmente encore son avance sur Ferrari. La performance de Barcelone marque également la 100^e victoire du partenariat Renault Elf en Grand prix, une série qui a débuté en 1979 lors du Grand prix de France.

Alain Dassas, ancien directeur des Services financiers, qui a succédé en avril 2006 à Patrick Faure à la tête du Renault F1 Team, a également annoncé que l'écurie s'engageait en F1 au-delà de 2008.

Le ministère de l'Intérieur et le ministère de l'Éducation nationale

restituent les Cadets de la République Destiné à tous les jeunes non titulaires du Bac, désireux de présenter le concours de gardien de la paix, le programme lancé en 2004 par les deux ministères permet aux Cadets de bénéficier pendant 12 mois – de septembre 2006 à septembre 2007 – d'une formation en alternance au LEP Paul-Painlevé de Courbevoie et sur le terrain. Les Cadets recrutés bénéficient pendant leur formation d'une allocation d'étude (50 % du SMIC obérée des prélèvements sociaux), soit 493 € nets.

• Les dossiers de candidature sont à retirer dans tout commissariat de police des Hauts-de-Seine, ou au 303, rue de La Garenne 92000 Nanterre.

Tél. : 01 41 19 26 30.

CCIP-Hauts-de-Seine

l'agenda de l'été

La chambre de commerce et d'industrie de Paris-Hauts-de-Seine organise différents ateliers sur les thèmes suivants : « Comment conquérir de nouveaux clients ? » : spécial PME/PMI du secteur de l'image. Conférence gratuite suivie de trois ateliers :

• définir un positionnement lisible et crédible (15 juin), structurer une action de prospection (22 juin), optimiser le rendez-vous commercial (29 juin).

Participation : 200 € un atelier, 550 € les trois. « L'entreprise en projet », pour ceux qui débutent le montage de leur projet. Le 26 juin et le 18 juillet. « L'entreprise en création », programme de sept modules spécialisés. Du 4 au 7 septembre.

Participation : 25 € le module, 120 € les 6 et 130 € les 7.

Programmes et inscriptions en ligne sur www.ccip92.com

• 39-41, rue de la Saussière.

Tél. : 01 46 04 86 44.

Courriel : antenne-boulogne@ccip.fr

Prosodie

assure l'accueil téléphonique de PMU L'opérateur de services en télécommunications Prosodie a été choisi par la plate-forme de jeux de courses hippiques PMU pour assurer la gestion de son accueil téléphonique : chaque jour, les téléopérateurs de PMU traitent en moyenne plus de 1 000 appels provenant de ses 8 500 points de vente.

Le groupe bouloonnais Prosodie est présent en France, en Espagne, aux États-Unis et au Canada. Il a réalisé en 2005 un chiffre d'affaires consolidé de 147,1 M€, en hausse de 6,2 % par rapport à 2004.

• 150, rue Gallien. Tél. : 01 46 84 11 11.

L'Unatech

met en ligne les formations hôtelières en Europe

L'Union européenne pour la promotion des formations techniques dans les métiers de l'hôtellerie (Unatech), association présidée par le bouloonnais Pierre Berthet – CET hôtellerie, conseiller de l'enseignement technologique hôtelier – a obtenu un nouveau nom de domaine Internet, officialisé par Eurid le 15 mars 2006, pour les formations hôtelières en Europe. Au sommaire, 3 000 références de formation réparties en France sur 26 régions et 32 académies, 1 300 écoles européennes référencées, 355 écoles de formation en hôtellerie, restauration et tourisme des 10 nouveaux pays de l'Union européenne.

Ce formidable outil d'information et de promotion exclusif, imaginé par Pierre Berthet et conçu en synergie avec les anciens élèves de l'enseignement technique hôtelier et la société Aragao, a pour vocation d'aider élèves et étudiants dans leurs recherches de formation.

• www.unatech.org

et courriel : info@unatech.org

Tél./fax : 01 46 04 21 55.